

Avec 32 séances par semaine contre 18 en temps normal
Des enseignants risquent de «ne pas tenir physiquement» pour le 2^e trimestre

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5262 - Jeudi 31 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Vaccin anti-coronavirus

**L'Algérie va acquérir
un premier quota
de 500 000 doses**

Page 16

Regards

Le Président (re)prend les commandes

Compteurs à zéro

Page 2

**L'étrange
extrême lenteur
française**

Par Mohamed Habili

La campagne de vaccination contre le Covid-19 qui dans l'ensemble de l'Union européenne a débuté le 27 décembre va se poursuivre l'année prochaine, et peut-être même au-delà eu égard à l'allure plutôt lente qu'on lui voit pour l'heure. Cette lenteur n'est d'ailleurs pas une caractéristique de la seule campagne européenne. Elle s'observe également aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où pourtant l'opération a commencé plus tôt de plusieurs jours. Le président américain élu, Joe Biden, en est même venu à l'imputer entièrement à l'administration sortante, laissant entendre que les choses ne pourraient qu'aller plus vite quand il prendra ses fonctions le 20 janvier prochain. Car au rythme où cela va, a-t-il calculé, cela prendra non pas seulement des mois mais des années. Même constat de lenteur en Grande-Bretagne, premier pays à s'être jeté à l'eau. Mais premier pays aussi à voir apparaître chez lui une nouvelle souche du virus sensiblement plus contagieuse que la première ou les premières, une réalité aussitôt confirmée par l'explosion du nombre des nouvelles contaminations, qui pour la seule journée d'avant-hier ont bondi d'un coup à la hauteur des 50 000. Ce qui fait de ce pays, pourtant aux dimensions géographiques et à la population relativement modestes, une sorte de continent à lui tout seul, sous le rapport bien sûr du volume des contaminations quotidiennes.

Suite en page 3

Le Président Tebboune de retour au pays

Signature de la loi de finances en ouverture d'un agenda chargé

● Le Président de la République tient une séance de travail avec Chanegriha



PH/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui vient de regagner le pays après deux mois d'absence au cours desquels il a suivi un protocole de soins contre le coronavirus puis une phase de convalescence, a devant lui un agenda qui s'annonce très chargé compte tenu de la situation du pays. Plusieurs chantiers attendent donc le chef de l'Etat qui doit signer la loi de finances 2021 avant la fin de l'année, c'est-à-dire aujourd'hui. Page 2

Béjaïa

**Colère des directeurs des
établissements du cycle moyen**

Page 16

Commune Sefiane (Batna)

**Un citoyen tente
de brûler le maire**

Page 16

Le Président Tebboune de retour au pays

Signature de la loi de finances en ouverture d'un agenda chargé

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui vient de regagner le pays après deux mois d'absence au cours desquels il a suivi un protocole de soins contre le coronavirus puis une phase de convalescence, a devant lui un agenda qui s'annonce très chargé compte tenu de la situation du pays. Plusieurs chantiers attendent donc le chef de l'Etat qui doit signer la loi de finances 2021 avant la fin de l'année, c'est-à-dire aujourd'hui.

Par Louisa Ait Ramdane

Le retour du président de la République était impératif dans la mesure où il devrait signer la loi de finances 2021 avant le 31 décembre.

Il est également attendu qu'il signe le décret de promulgation de la nouvelle Constitution, adoptée par voie référendaire le 1^{er} novembre dernier, ce qui marque le début du processus de concrétisation des 54 engagements contenus dans le programme électoral du Président en vue d'arrimer le pays vers une «Algérie nouvelle».

Après la signature de la loi de finance 2021 et la promulgation de la nouvelle Constitution, le chef de l'Etat devrait s'attaquer à de grands chantiers.

Sur le plan politique, il est attendu que le processus d'organisation des élections législatives et communales soit enclenché dans les plus brefs délais.

L'autre chantier du Président consiste en le lancement de la campagne de vaccination anti-Covid avec l'acquisition du vac-

cin le mois de janvier prochain. Le 20 décembre dernier, le chef de l'Etat avait instruit le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de présider «sans délais» une réunion avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus pour choisir le vaccin adéquat anti Covid-19 et de lancer la campagne de vaccination à partir de janvier prochain.

Sur le plan économique, le retour du président de la République devrait accélérer les réformes économiques déjà engagées par divers secteurs dans le cadre du plan de relance économique 2020-2024, sans oublier le dossier de développement des zones d'ombre qui figure parmi les priorités inscrites dans le programme du Président qui a toujours soutenu que l'édification de l'Algérie nouvelle «ne saurait se concrétiser sans la promotion de ces zones et la prise en charge de leurs populations».

Sur le plan international, la situation politique dans la région demeure également une des préoccupations du Président, compte tenu des développements intervenus récemment dans les pays du voisinage, notamment la crise libyenne qui prend des proportions préoccupantes.

Dans une brève allocution à son arrivée, le Président Tebboune a déclaré «être loin du pays est une chose particulièrement délicate, notamment pour quelqu'un qui occupe un poste de responsabilité».

Après avoir remercié Dieu pour son retour au pays, rétablissement de la maladie, le président de la République a assuré qu'il ne lui



PH/D. R.

restait que peu pour une guérison totale.

«Je souhaite au peuple algérien tout le bien et une nouvelle année pleine de joie, notamment pour les nécessiteux», a ajouté le chef de l'Etat qui a assuré de la mobilisation de l'Etat algérien aux côtés de cette frange de la société.

Toutes les institutions de l'Etat, en tête desquelles l'Armée nationale populaire digne héritière de l'ALN, sont mobilisées à cette fin, a-t-il souligné.

Le Président Tebboune a souhaité, au terme de son allocution, voir cette nouvelle année

2021 être bien meilleure que celle écoulée.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 6 décès et 323 nouveaux cas

L'Algérie a enregistré 6 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins qu'hier (8), portant à 2 751 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 323 cas, soit 34 cas de moins par rapport au bilan d'hier (357), pour atteindre, au total, 99 311 cas confirmés. R. N.

Le Président de la République tient une séance de travail avec Chanegriha

LE PRÉSIDENT de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a tenu, hier, une séance de travail avec le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, qui s'est félicité à nouveau du retour du Président au pays et lui a présenté un rapport sur la situation interne et les derniers développements dans les pays voisins et au niveau des frontières, a indiqué un communiqué de la Présidence.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a tenu aujourd'hui une séance de travail avec le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, qui s'est félicité à nouveau du retour du Président au pays et lui a présenté un rapport sur la situation interne et les derniers développements dans les pays voisins et au niveau des frontières», précise la même source.

R. N.

Regards

Par Mourad Hadjersi

Après deux mois d'absence et moult spéculations ayant entouré sa maladie, le président de la République est rentré ce mardi au pays. Outre sa signature qu'il doit apposer sur la loi de finances pour l'année 2021 et le document de la nouvelle Constitution, le Président est attendu sur plusieurs dossiers de l'heure, à commencer par son feu vert pour le vaccin anti Covid-19 dont la campagne de vaccination est programmée pour ce mois de janvier, mais c'est surtout sur certains dossiers politiques lourds que les regards seront tournés durant les prochaines semaines.

Après une année de gouver-

Le Président (re)prend les commandes Compteurs à zéro

Le premier magistrat du pays n'a en fait pas eu une évolution des choses comme il l'aurait souhaité. Une pandémie qui a plombé toute démarche socio-économique, un référendum sur la Constitution qui n'a pas emballé grand monde, sa maladie est venue se greffer à ce malheureux coup du sort pour donner l'impression que l'exercice 2020 ressemble plus à une année perdue que celle qui devait mettre les fondements du socle de son programme présidentiel sur lequel il a été élu un certain 12 décembre 2019.

Le Président n'aura pas le temps de souffler qu'il devrait d'emblée guider le projet nouveau de la loi électorale dont lui-même avait donné instruction pour sa révision. Le prochain

palier dans l'ossature de reconstruction des institutions, selon son programme initial, n'est autre que l'élection de nouvelles Assemblées, locales et législatives, susceptible de concrétiser ses projets politiques. De même, une demande pressante d'une grande majorité de l'opinion publique nationale s'attend à un changement du gouvernement qui, selon toute vraisemblance, a montré une incapacité à gérer les affaires courantes, pour ne pas dire qu'il a été en deçà des aspirations de la population sur un tas de dossiers, mettant ainsi la crédibilité même du Président sur la balance. Car au-delà de l'importance des échéances politiques, c'est sur les dossiers économiques et autres sociaux que les Algériens espèrent voir les

choses évoluer, et avec un exécutif «frileux» dans les meilleures des évaluations, et «incapable» dans les pires jugements, c'est toute la démarche présidentielle qui se retrouverait à rude épreuve. Le vent du changement ne devrait pas épargner, selon certaines indiscrétions, des responsables au niveau local et même des organismes centraux ayant montré une rigidité dans la prise en charge des préoccupations des citoyens.

L'année qui s'annonce serait, assurément, celle des remises en cause, celle des révisions, en somme, celle de l'espoir de voir enfin le train des réformes sur la bonne voie, la voie d'un début de prospérité d'un peuple qui sort d'une année éprouvante.

M. H.

Avec 32 séances par semaine contre 18 en temps normal

Des enseignants risquent de «ne pas tenir physiquement» pour le 2^e trimestre

■ Les enseignants des collèges et lycées qui assurent jusqu'à 32 séances par semaine contre 22 et 18 en temps normal, se plaignent du volume horaire chargé. Ils assurent qu'à ce rythme et devant la pression qu'ils subissent, plusieurs d'entre eux risquent de jeter l'éponge.

Par Thinhinene Khouchi

Afin de garantir la sécurité dans les établissements éducatifs en cette période de crise sanitaire et en application du protocole sanitaire de prévention de la pandémie de Covid-19, notamment la distanciation sociale entre les élèves et d'éviter les rassemblements d'un grand nombre de personnes dans une seule salle, il a fallu l'adoption du système de la double vacation qui a conduit les enseignants à assurer jusqu'à 32 séances par semaine contre 22 et 18 en temps normal. Cette situation commence à peser sur les enseignants, notamment ceux des collèges et lycées, qui se disent épuisés après seulement deux mois de la rentrée scolaire. Saluant «l'engagement» des enseignants des trois paliers qui «se sont investis pleinement» pour accompagner leurs élèves dans cette phase inédite, le porte-parole de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), Abdelouahab Lamri Zeggar, a indiqué que les enseignants des collèges et lycées se plaignent du volume horaire chargé, d'où la nécessité d'ouvrir des postes budgétaires pour trouver une issue à ce problème devenu manifestement récurrent dans le secteur. Le porte-parole de l'Unpef a ajouté que «même si le système de la double vacation est positif pour les élèves, les enseignants, eux, se sont retrouvés, depuis deux mois maintenant, à assurer plus de 32 heures de cours par semaine, ce



P.H.D.R.

qui est vraiment beaucoup». Et de préciser qu'«il est donc nécessaire de trouver une solution à cette surcharge du planning des enseignants» car, a-t-il assuré, «à ce rythme infernal, les enseignants ne tiendront pas physiquement pour le 2^e trimestre qui sera relativement long». De son côté, le porte-parole du Cnapeste, Messaoud Boudiba, a indiqué que pour ne pas se retrouver avec des enseignants épuisés avant la fin de cette année scolaire, il est nécessaire de recruter de nouveaux enseignants, affirmant que «ce recrutement diminuera la pression imposée aux enseignants en

cette période de crise sanitaire et même après». Dans le même contexte, Boudiba a appelé le premier responsable du secteur de l'Education nationale à «recruter en urgence des enseignants diplômés des écoles supérieures des enseignants qui se comptent par centaines». Il a plaidé, en outre, pour la levée du gel sur les concours de recrutement des enseignants et des administrateurs à condition que le modèle de recrutement soit basé sur «l'étude des dossiers» et non pas l'organisation d'épreuves écrites. Par ailleurs, il est à noter que plusieurs enseignants d'arabe, de français et de

mathématiques des collèges d'enseignement moyen, qui assurent actuellement entre 8 et 10 cours par jour, selon leur déclaration, se disent être au bout de leurs forces. «Nous ne pourrions pas continuer à exercer notre métier dans de pareilles conditions», se plaint Mohamed, professeur de mathématiques dans un CEM, ajoutant : «Certains de mes confrères ont décroché au bout d'un mois de travail, alors que d'autres sont sur le point de jeter l'éponge devant la pression qu'ils subissent. A ce rythme de travail, c'est le burn-out assuré».

T. K.

Lutte contre le terrorisme et la criminalité

Des «résultats qualitatifs» réalisés par l'ANP

L'Armée nationale populaire L'essor de l'état autour des groupes terroristes et des contrebandiers qui reçoivent des coups durs ces derniers temps. En plus de l'alerte maximale au niveau des frontières avec l'instabilité que connaît la région, l'ANP mène des opérations dans toutes les wilayas du pays. En effet, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs ont été exécutées par des unités et des détachements de l'ANP durant la période du 23 au 29 décembre, dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, a indiqué, hier, un bilan du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des

détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 23 au 29 décembre 2020, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national», précise la même source. Dans ce contexte, le bilan souligne que «deux autres casernes pour terroristes ont été découvertes et détruites, et des moyens de liaison ainsi qu'une importante quantité de denrées alimentaires, de médicaments et de divers objets ont été récupérés par des détachements de l'ANP dans la région d'El-Ancer (wilaya de Jijel) où cinq casernes ont été détruites lundi lors d'une opération de ratissage qui a permis aussi la récupération d'une somme de

80 000 euros». Dans le même sillage, quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Khenchela et un autre à Tamanrasset, tandis que quatre bombes de confection artisanale ont été détruites à Boumerdes, ajoute le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, de «grandes quantités» de kif traité s'élevant à 27 quintaux et 2,86 kilogrammes ont été saisies les 25 et 26 décembre au niveau des frontières avec le Maroc, à Tindouf, Béchar, Oran et Tlemcen, a rappelé le communiqué. Dans le même contexte, des détachements combinés de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et les gardes-frontières ont intercepté 36 narcotrafiquants dont deux de nationalité marocaine et saisi un fusil de chasse, 101,14 kilogrammes de kif traité, un 1 kilo-

gramme de cocaïne et 19 892 comprimés psychotropes, lors d'opérations distinctes sur le territoire national. Ainsi, le bilan général des quantités de kif traitées saisies s'élève à 38 quintaux et 53,5 kilogrammes, souligne le MDN. Dans un autre contexte, «les gardes-côtes et les services de la Gendarmerie nationale ont réussi à mettre en échec des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 152 individus, dont 14 Marocains, à bord d'embarcations de construction artisanale à Aïn Témouchent, Tlemcen, Mostaganem, Boumerdes, Annaba et El-Tarf, alors que 50 immigrants clandestins de différentes nationalités, dont 19 Marocains, ont été arrêtés à Ouargla, Tlemcen, Bordj Badji Mokhtar, Laghouat, Nâama et Tébessa», a conclu le MDN.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

L'étrange extrême lenteur française

Suite de la page une

Lorsqu'il a entamé la campagne de vaccination, lui le premier, on ne mesurait pas encore combien il avait peu de temps à perdre. Nul doute que s'il pouvait maintenant aller plus vite, il n'hésiterait pas à le faire. On pourrait d'ailleurs en dire autant des autres pays européens, lesquels en tout cas ne donnent pas le sentiment de prendre leur temps. Mais d'un seul pays dans tout le continent on ne saurait l'affirmer : c'est de la France, qui comme tous ses voisins a commencé la campagne le 27 décembre, mais qui trois jours plus tard, compte moins d'une centaine de vaccinations de déjà administrées, alors que celles-ci se chiffrent à plus de 18 000 en Allemagne, et en milliers partout en Europe, même là où toutes les conditions n'étaient pas nécessairement réunies pour que ça aille vite. Comment s'expliquer chez elle cet excès de lenteur ? En fait, il ne se trouve personne en France qui ait l'air de se l'expliquer. Et quand ce sont les responsables concernés eux-mêmes qui sont interrogés, ils répondent à côté, en même temps, il est vrai, qu'ils se sont fort de rattraper leur retard dès les premières semaines ou premiers mois de l'année prochaine. Personne n'a réussi jusqu'à présent à leur en faire dire plus. De sorte qu'on en est réduit à des hypothèses. La première, c'est que le gouvernement français ne peut pas aller plus vite pour la bonne raison qu'une majorité de Français est méfiante envers le vaccin. Elle monterait à plus de 60 %. Elle n'est pas formée de d'anti-vaccins irréductibles, sans doute, mais enfin ce n'est pas dans le pays de Pasteur qu'on se serait attendu à en trouver une telle masse. L'autre hypothèse est que ce sont les autorités françaises elles-mêmes qui ne sont pas à cent pour cent convaincues de l'innocuité du vaccin Pfizer-BioNTech utilisé dans un premier temps, en attendant l'arrivée d'autres. Dans ce cas, elles freineraient des quatre fers tout en s'arrangeant pour faire croire que l'extrême lenteur de leur campagne tient à leur stratégie de vaccination, différente de celle mise en œuvre chez leurs voisins. Mais surtout tout en observant de près ce qui se passe chez les voisins, dans le cas où des effets secondaires feraient leur apparition qui feraient tout arrêter. M. H.

Instance de la médiation de la République

Karim Younès : une institution «indépendante chargée de garantir les droits du citoyen»

■ L'instance de la médiation de la République «est une institution indépendante au plein sens du terme» ayant pour mission de faciliter toute mesure garantissant les droits du citoyen, a affirmé, mardi à partir de Batna, le médiateur de la République, Karim Younes.

Par Hamid H.

Dans une rencontre à la maison de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa avec les présidents d'APC, chefs de daïra et membres de l'exécutif local, Karim Younes a indiqué que cette institution, créée en vertu du décret présidentiel 20/45 du 15 février 2020, «dépend directement du président de la République et œuvre à accompagner et faciliter toute mesure de nature à garantir les droits des citoyens».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé après son élection, a-t-il dit, d'instaurer cette institution et de désigner le médiateur de la République et ses délégués locaux «dans l'intérêt du citoyen et dans le cadre de l'édification d'une Algérie juste, égalitaire, équilibrée et constituée de ses multiples franges».

Les délégués locaux du médiateur de la République, a-t-il ajouté, «ne sont pas des walis, ni des magistrats, ni des avocats, ni des agents administratifs, mais des cadres supérieurs de l'Etat désignés par le président de la République qui ont leur place et

jouissent du respect et de la considération».

Karim Younes a appelé les délégués locaux du médiateur de la République à l'échelle nationale «à être au service des citoyens, faire preuve d'intégrité et savoir écouter avec patience et discernement».

«Depuis sa création à ce jour, la délégation de la République a contribué à résoudre de grands problèmes accumulés depuis plusieurs années», a souligné le médiateur de la République, considérant, toutefois, que certains secteurs «ne répondent pas aux requêtes qui leur sont adressées».

Karim Younes a noté, en outre, que cette rencontre est le résultat des recommandations de la conférence nationale tenue le 17 décembre à Alger ayant préconisé, entre autres, des visites de terrain aux wilayas pour mieux expliquer le concept de médiation et se rapprocher des autorités appelées à consacrer cette démarche.

Le médiateur de la République a rappelé que la médiation «est un des éléments constitutifs des traditions de notre société depuis des siècles, étant le meilleur moyen pour résoudre des différends tout en assumant la mission de promouvoir et consolider les droits de



Ph.D. R.

l'homme». La visite du médiateur de la République a donné lieu à l'inauguration du siège de la délégation locale de cette instance et à la visite d'un foyer pour

personnes âgées, dans la cité Bouakal, où des fauteuils roulants, des couvertures et matelas ont été remis aux pensionnaires et à des associations chargées

des personnes aux besoins spécifiques, à l'initiative de l'association Espoir et Action de Bab El Oued (Alger).

H. H.

Trafic international de véhicules à Tipasa Démantèlement d'une bande et saisie de 53 véhicules

UN RÉSEAU spécialisé dans le trafic international de véhicules a été démantelé et 53 véhicules ont été saisis par les services de la sûreté de wilaya de Tipasa, a-t-on appris, mardi, auprès de cette institution.

Selon la cellule de communication de ce corps sécuritaire, l'affaire a été traitée par les éléments de la deuxième sûreté urbaine de Koléa, qui ont neutralisé un groupe de malfaiteurs spécialisés dans le trafic international de véhicules et procédé à la saisie de 53 véhicules utilitaires et touristiques.

Une conférence de presse a été organisée hier au siège de la deuxième sûreté urbaine de Koléa pour informer l'opinion publique et donner plus de détails sur cette affaire et sur l'activité de ce réseau, a-t-on indiqué de même source.

Les mis en cause dans cette affaire de «constitution d'une association de malfaiteurs en vue de préparer un délit de trafic international de véhicules», «vol qualifié» et «faux et usage de faux», ont été présentés hier devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa, a-t-on précisé.

R. N.

Loi organique relative au régime électoral

Dans la continuité de la révision de la Constitution

La Commission nationale chargée d'élaborer le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral, installée en septembre dernier, est appelée à œuvrer dans la continuité de la commission de révision de la Constitution, adoptée en novembre dernier, se présentant ainsi comme le chantier phare de l'année 2020 qui s'achève après le référendum sur la loi fondamentale.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait soutenu en septembre dernier que la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi portant régime électoral a «un premier délai de deux mois et demi» pour soumettre son travail, exprimant son souhait de voir naître de nouvelles institutions éélues avant la fin de l'année.

«Je souhaiterais que les citoyens plébiscitent le projet de révision constitutionnelle, pour qu'on puisse passer directement à la révision de la loi portant régime électoral, laquelle sera soumise au Parlement pour donner naissance, si possible, à de nouvelles institutions élues (...).», avait précisé le président de la République lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux. Il revient à cette commission, qui a la confiance du président de la République, de confectionner le projet de révision de la loi organique relative au régime électoral, qui détermine des critères électoraux transparents en rompant définitivement avec les anciennes pratiques.

Lors de l'installation de cette commission, le Président Tebboune a donné des orientations à ses membres concernant leurs mis-

sions, mettant l'accent sur la définition de normes électorales transparentes qui consacrent une «rupture totale avec les mauvaises pratiques du passé», en interdisant le «système des quotas» dans la répartition des sièges et «l'achat des consciences et en séparant argent et politique», en tant que conditions «indispensables» pour «la moralisation» de la vie politique et la garantie d'élections reflétant «réellement la volonté populaire».

Ce qui donnera, a-t-il ajouté, naissance à des «institutions démocratiques, intégrées, crédibles, de niveau, ouvertes aux jeunes, notamment les universitaires et à la société civile». Le Président Tebboune avait indiqué avoir enjoint aux services de la Présidence de la République de coordonner avec la commission chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique relative au régime électoral afin que le document en question soit prêt «dans les meilleurs délais», en vue de «lancer le processus post-Constitution».

La Commission, qui a fait appel à des compétences nationales, est présidée par Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU. Elle peut recourir aux compétences scientifiques et aux avis des partis politiques et de la société civile.

Elle est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de sept professeurs en Droit des universités d'Alger, Tizi-Ouzou, Oran, Sétif, Tlemcen, Sidi Bel Abbès et du Centre universitaire de Tipaza. Cette commission va œuvrer dans le

plongement du Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle, présidé par M^r Laraba.

Le Président Tebboune, moins d'un mois après son élection, avait procédé à la mise en place de ce Comité d'experts.

Dans ce sillage, le projet d'amendement de la Constitution, un des projets phares de la présidence de M. Tebboune, avait été approuvé en novembre dernier, chemin inévitable pour jeter les bases d'une «Algérie nouvelle».

La nouvelle Constitution ira ainsi dans le sens de l'édification d'une nouvelle République à même de concrétiser les revendications des Algériens, exprimées par le Hirak «béné et authentique», pour reprendre les propos du président de la République.

Dans sa lettre de mission adressée en janvier dernier au président du Comité d'experts, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait indiqué que la réflexion doit porter sur «l'élargissement et l'enrichissement des espaces de liberté du citoyen, à la fois par la consécration de nouvelles libertés individuelles et collectives, le cas échéant, et la consolidation des droits constitutionnels garantis».

Le Président Tebboune a donné les pleins pouvoirs pour la commission de révision de la Constitution en l'incitant à élargir la réflexion à des sujets se rapportant à la vie politique en formulant des propositions consacrant l'Etat de droit et répondre aux aspirations de peuple algérien, notamment celles auxquelles avait appelé le Hirak populaire.

T. B.

Industrie électronique et électroménager

Des échanges «fructueux» pour développer la filière

■ Le ministère de l'Industrie a rendu publique, hier, une lettre adressée récemment au ministre Ferhat Ait Ali Braham par les opérateurs de la filière électronique et l'électroménager, dans laquelle ils se sont félicités des échanges qu'ils ont eus, lors d'une récente rencontre regroupant les deux parties, les qualifiant de «fructueux».



PH. D. R.

Par Salem K.

«Le collectif des Fabricants algériens des produits électroniques et électroménager (Fapee), qui

regroupe les principaux opérateurs de cette filière, s'est félicité des échanges fructueux qui ont caractérisé la rencontre, tenue avec le ministre de l'Industrie et des cadres de son département ministériel le 10 décembre

2020», précise le communiqué. Suite à cette rencontre, «ils ont adressé une lettre de remerciements au ministre de l'Industrie, dans laquelle les opérateurs ont témoigné leur gratitude à la suite des échanges de qualité qu'ils

ont pu avoir lors de cette rencontre», ajoute la même source. «C'est avec un profond réconfort que nous avons pu exposer nos opinions et les contraintes des fabricants pour un développement sain de la filière et en particulier démontrer la convergence de notre vision avec celle des pouvoirs publics pour notre industrie si importante», écrit la Fapee dans sa lettre citée par le communiqué. Pour ces opérateurs, «la conjugaison des efforts de l'ensemble des parties aboutira à l'identification et la mise en place des mesures idoines pour le développement de notre filière et l'atteinte des objectifs de création de richesses pour le pays». Revenant à la rencontre, le ministère de l'Industrie a précisé qu'elle avait pour objectif d'échanger avec les opérateurs économiques activant dans ce

segment de recueillir leurs attentes et autres appréciations, mais aussi leur permettre d'exposer les contraintes qui entravent son développement. Selon la même source, cette rencontre était également une occasion pour expliquer les nouvelles dispositions et règles techniques du décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'admission des opérateurs exerçant les activités de production des produits électronique et électroménager au bénéfice du régime fiscal préférentiel. «Les opérateurs présents à cette rencontre ont exprimé leur engagement à s'investir dans la nouvelle démarche des pouvoirs publics et à se conformer aux dispositions prévues par le nouveau texte réglementaire», conclut le communiqué. S. K.

Monnaies

Le dollar au plus bas en deux ans et demi

Le dollar américain reculait hier à son plus bas niveau en deux ans et demi face à plusieurs devises, comme l'euro et la livre, la valeur refuge souffrant de l'appétit pour le risque qui règne sur le marché. Le dollar reculait de 0,25 % face à l'euro, à 1,2280 dollar pour un euro, après avoir touché son plus bas niveau depuis avril 2018 à 1,2295 dollar. Depuis le début de 2020, le dollar perdait 8,71 %. Face à la livre britannique, le dollar cédait 0,65 % à 1,3591 dollar pour une livre (-2,47 % depuis le début de l'année). Le dollar index, qui compare le billet vert aux autres grandes devises, a lui aussi

atteint son plus bas niveau depuis avril 2018. «Les vaccins arrivent et améliorent les perspectives de croissance mondiale», a résumé Stephen Innes, analyste.

Le Royaume-Uni est devenu le premier pays à donner son feu vert hier au vaccin AstraZeneca, un coup de fouet pour la campagne de vaccination face à l'envolée des cas de Covid-19. Le dollar souffre de l'appétit du marché pour le risque. Selon M. Innes, la faiblesse du billet vert «devrait continuer en 2021, à part si la Réserve fédérale américaine change de politique de façon inattendue». La Fed a adopté une politique moné-

taire très souple pour doper l'économie.

«Clairement, les cambistes s'attendent à ce que l'année commence mal pour le dollar», a commenté Jeffrey Halley, analyste. Pour lui, le marché sous-estime «le risque représenté par les deux sénatoriales partielles en Géorgie». Si les démocrates emportent ces élections qui auront lieu le 5 janvier, ils auront le contrôle du Sénat, de la Chambre des représentants et de la Présidence, ce qui changerait les perspectives de politique budgétaire des Etats-Unis.

Nabila T.

Maroc

Les effets de la baisse du PIB pourraient persister 5 ans

La croissance du PIB et de l'emploi ralentira au Maroc de 5 points de pourcentage en 2020 et les effets de cette baisse pourraient persister pendant 5 ans, lit-on sur le site web du Fonds monétaire international. Ces prévisions sont également applicables dans les pays qui dépendent du tourisme tels que la Géorgie, la Jordanie et le Liban, a averti le FMI. Tenu de la nature inédite des problèmes

actuels et des vulnérabilités budgétaires et extérieures qui étaient déjà prononcées avant la pandémie, ces pays sont confrontés à une perspective effrayante car les effets de cette crise pourraient durer encore plus longtemps que ceux de la crise financière mondiale. «Nous prévoyons que d'ici cinq ans, le PIB des pays de la région du Moyen-Orient et d'Asie centrale pourrait être de 12 % inférieur au niveau

du PIB qui suivrait la tendance antérieure à la crise, contre 9 % pour les pays émergents et les pays en développement». «En outre, les pays de la région pourraient mettre plus de dix ans à renouer avec la tendance d'avant la crise», a relevé le FMI. «Plus endettés et moins rentables, les entreprises de la région ont abordé cette crise en moins bonne position que lors des crises antérieures. Les données pour le pre-

mier semestre 2020 indiquent que les revenus des entreprises ont chuté de 7 %, et beaucoup de secteurs, comme l'énergie, l'industrie manufacturière et les services, ont même enregistré une baisse à deux chiffres», selon le FMI. Il faudra probablement attendre des années pour remédier aux dommages causés aux entreprises de la région, ce qui amplifie les risques de défaillance à moyen terme. Sara B.

Chine

La banque centrale s'engage à maintenir une politique monétaire constante

La Chine mettra en œuvre une politique monétaire prudente, flexible, précise, raisonnable et modérée, et la maintiendra constante, stable et durable, a déclaré la banque centrale.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion trimestrielle de son comité de politique monétaire qui s'est tenue vendredi, la Banque populaire de Chine (BPC), la banque centrale, a déclaré qu'elle prêterait attention au moment idéal, à l'ampleur et à

l'impact des politiques et maintiendrait le soutien nécessaire à la reprise économique.

La BPC utilisera une variété d'outils monétaires pour assurer des liquidités à un niveau raisonnable et suffisant et maintenir la croissance de la masse monétaire et du financement social fondamentalement en phase avec la croissance économique nominale et maintenir un taux de levier macroéconomique fondamentalement stable, selon le communiqué. La banque centrale s'est éga-

lement engagée à un nouveau soutien monétaire à l'économie réelle, en insistant sur une aide financière accrue pour les petites et micro-entreprises ainsi que pour celles qui sont impliquées dans l'innovation technologique et le développement écologique. La banque centrale s'est engagée à promouvoir l'ouverture financière bilatérale de haut niveau et à améliorer ses capacités de gestion et de contrôle des risques. R. E.

Bourses asiatiques Bond des Bourses chinoises, repli à Tokyo

LES BOURSES chinoises, Hong Kong en tête, ont nettement grimpé hier sur fond d'optimisme sur la reprise économique en 2021, tandis que Tokyo a bouclé sa dernière séance de l'année sur une petite baisse dans la foulée de Wall Street. L'indice Hang Seng de Hong Kong a bondi de 2,18 % à 27 147,11 points, et en Chine continentale l'indice composite de Shanghai a pris 1,05 % à 3 414,45 points et celui de Shenzhen 1,34% à 2 288,56 points. La Bourse de Tokyo, qui sera fermée dès aujourd'hui pour la pause du Nouvel An, a en revanche terminé sa dernière séance de 2020 en léger repli : son indice vedette Nikkei a cédé 0,45 % à 27 444,17 points et l'indice élargi Topix a reculé de 0,8 % à 1 804,68 points. A Washington, le chef républicain du Sénat, Mitch McConnell, a doué les espoirs de certains investisseurs en retardant mardi un vote déterminant pour porter à 2 000 dollars la somme forfaitaire versée aux ménages américains, contre 600 dollars dans le plan de relance actuel. Cependant sur l'ensemble de l'année écoulée, les gains du Nikkei ont été exceptionnels (+16 %), portés par les énormes plans de soutien des gouvernements et des Banques centrales face à la crise mondiale provoquée par le coronavirus. Après avoir lâché jusqu'à 30 % en mars par rapport à fin 2019, le Nikkei a repris et il évolue actuellement à ses plus hauts niveaux depuis 30 ans. A. O.

Skikda

Commission parlementaire pour examiner la situation suite au séisme du mois dernier

■ Des membres de la commission du logement, de l'équipement, de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire de l'APN se sont déplacés à Skikda pour examiner la situation dans les communes d'El Harrouch et Ain Bouziane, suite au séisme survenu dans la wilaya le mois dernier.

Par Hocine A.

Accompagnés par les autorités locales, les membres de cette commission parlementaire, présidée par Lakhdar Brahimi, ont examiné la situation et évalué l'ampleur des dégâts causés par le séisme à l'hôpital et au CEM d'El Harrouch, ainsi que certaines habitations dans la commune de Ain Bouziane. S'exprimant lors d'un entretien avec la presse à l'issue de cette visite, M. Brahimi a indiqué que la commission s'est déplacée pour s'enquérir de la prise en charge des préjudices occasionnés par le séisme d'une magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter, et examiner l'étendue des dégâts subis par ces deux collectivités les plus touchées. M. Brahimi a évoqué, dans ce contexte, les efforts consentis par les autorités locales et les services techniques pour réparer les dommages enregistrés à l'hôpital d'El Harrouch et au CEM Mohamed-Saboua de cette même commune, mettant l'accent, à cet effet, sur la nécessité d'établir un diagnostic quantitatif des pertes

enregistrées en vue de la réhabilitation à opérer dans les structures impactées «dans les plus brefs délais». S'agissant des logements endommagés dans la commune de Ain Bouziane, le même parlementaire a fait savoir que la commission qu'il préside a donné des instructions à cet égard, notamment «l'accélération préalable du recensement précis et approfondi des personnes touchées par le séisme», considérant qu'indépendamment des dégâts provoqués par le séisme, les logements précaires de cette commune «doivent être prises en charge». Il a également ajouté que la daïra de Sidi Mezghiche, dont dépend administrativement la commune de Ain Bouziane, est appelée à hâter l'étude des dossiers des personnes concernées et les enquêtes par le biais du fichier national des dossiers administratifs des habitants à reloger. De son côté, le directeur de l'organisme de Contrôle technique de la construction (CTC) s'est engagé à achever l'inspection des



habitations restantes touchées par le séisme sur les 800 logements recensés, appelant, dans ce contexte, les citoyens concernés à s'organiser dans des asso-

ciations pour faciliter la mission des autorités. Pour rappel, le 22 novembre dernier, la wilaya de Skikda a été frappée par un séisme de 5,2 degrés sur l'échelle de

Richter, dont l'épicentre était situé à 12 kilomètres au sud-ouest de la commune d'El Harrouch, suivi de 4 répliques.

H. A.

Bordj Bou-Arréridj

Distribution de 464 logements AADL

Un quota de 464 logements de type location-vente de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a été distribué à Bordj Bou-Arréridj. Organisée au siège de la wilaya, la cérémonie a été présidée par le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek, en présence du directeur régional de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement de Sétif et des autorités locales. A cette occasion, le wali de Bordj Bou-Arréridj a affirmé que «ces logements préalablement raccordés aux divers réseaux, ont été réalisés sur un site intégré disposant d'espaces verts, d'un groupe scolaire et d'un collège d'enseignement moyen».

Le même responsable a précisé, par

ailleurs, que les «autorités de la wilaya ont récupéré plusieurs assiettes foncières après les avoir retirées aux investisseurs n'ayant pas concrétisé leurs projets», soulignant que la superficie récupérée s'élève à 28 ha, ce qui permettra, selon lui, de lancer les projets du programme AADL en retard, et dont les travaux avancent à un très bon rythme, à l'instar du quota de 500 logements en cours d'achèvement à la sortie Est de la wilaya. Selon le wali, la wilaya de Bordj Bou-Arréridj dispose d'un programme global de logements en cours de réalisation estimé à 9 084 unités de différentes formules, indiquant que les autorités locales accordent une grande importance aux divers programmes de logement tels que les logements publics locatifs (LPL) et

les logements promotionnels aidés (LPA) en raison de la demande croissante pour ce type d'unités.

S'agissant du retard enregistré dans la publication des listes des bénéficiaires de logements LPL dans la wilaya, le chef de l'exécutif local a imputé cela au «souti des pouvoirs publics de garantir une plus grande équité et transparence», révélant que des «quotas importants de ce type seront distribués ultérieurement». Pour rappel, la wilaya de Bordj Bou-Arréridj a connu, ces 6 derniers mois, la distribution de 2 208 logements de différentes formules, dans plusieurs communes, et ce, à l'occasion de la commémoration de fêtes nationales et religieuses.

Lyes B.

El Bayadh

Production prévisionnelle de plus de 174 000 qx de pomme de terre d'arrière-saison

UNE PRODUCTION de plus de 174 000 quintaux (qx) de pomme de terre d'arrière-saison, actuellement en phase de récolte, est prévue dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le service organisation de la production et appui technique a souligné que la cueillette de ce tubercule, lancée début décembre courant, cible une surface globale de 581 hectares. La campagne, qui se poursuit jusqu'à la fin du mois de janvier prochain, a touché ce jour une surface de 132 ha avec une récolte de plus de 136 000 qx de pomme de terre, a-t-on fait savoir, précisant que le rendement de la production a atteint entre 250 et 270 qx/ha.

Par ailleurs, la production de pomme de terre de saison a atteint, lors de la campagne de cueillette achevée en septembre dernier, plus de 314 000 qx destinés à la consommation et plus de 16 000 qx destinés aux semences sur une surface globale cultivée de 974 ha.

R. R.

Oran

Réception prochaine de 10 projets dédiés aux zones d'ombre dans 3 communes

Plus de 10 projets de développement visant le désenclavement et l'amélioration du cadre de vie seront livrés l'année prochaine, au profit de zones d'ombre des communes de Oued Tiélat, Boufatis et Tafraoui (Oran), a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya

Parmi cet ensemble de projets dont la livraison est prévue au niveau des communes de Oued Tiélat, ceux de revêtement de la route reliant douars Meftahia, Moualik, Chemail et la ferme Si Antar à Khraïssia, la réhabilitation du réseau d'ali-

mentation en eau potable à Tourniate sur un linéaire de 6 kilomètres, ainsi que l'approvisionnement de la zone de Chekalil au gaz naturel. Dans la commune de Boufatis, il s'agit de trois projets qui concernent le revêtement de la RN 13 longeant le tronçon reliant le chef lieu de commune et la commune de Oued Tiélat, le désenclavement de la zone forestière Moulay-Ismaïl et l'étude de réalisation du réseau d'assainissement de la même zone, a-t-on indiqué. La commune de Tafraoui a bénéficié, quant à elle, de 6 projets de développe-

ment en cours, notamment de réalisation de deux puits d'une profondeur de 250 mètres et 450 mètres et d'une canalisation d'adduction d'eau sur un linéaire de 11 kilomètres pour approvisionner les populations de la localité de Sidi Ghalem. La réception de ce projet est prévue au courant du premier semestre de l'année prochaine, selon les mêmes services. Il sera procédé également au lancement du projet de réhabilitation dans les tout prochains jours de l'édifice communal et de sa reconversion en maison de jeunes, pour lequel a été

débloquée une enveloppe de 5 millions DA.

En revanche, les travaux ont été achevés pour ce qui est du projet de réhabilitation et de revêtement de la route qui mène de la commune de Tafraoui vers Sidi Ghanem sur une distance de 2 kilomètres. Cette opération a coûté 16 millions DA, ont révélé les services de la wilaya. Il est prévu, du reste, le parachèvement au premier semestre de l'année prochaine au plus tard, de ces projets devant contribuer à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

S. A.

L'artiste peintre Houssemeddine Laala

«Internet a beaucoup facilité notre travail»

■ *Autodidacte de formation, Houssemeddine Laala est un jeune plasticien qui travaille dur pour approfondir ses connaissances artistiques afin de bien représenter l'art et la culture algérienne à l'intérieur du pays comme à l'étranger. Il a aimé les couleurs dès son jeune âge et a toujours pensé à organiser sa propre exposition. Vivre dans une famille d'artistes et de passionnés d'art lui a permis de tracer son chemin dans le monde artistique et de se faire connaître aujourd'hui. Ce jeune de grand talent nous raconte sa passion pour les couleurs et ses rêves d'artiste.*

Propos recueillis par Abia Selles

Le Jour d'Algérie : Veuillez vous présenter au public...

Houssemeddine Laala : Je suis un jeune artiste autodidacte de formation. J'aime les couleurs depuis mon jeune âge et j'ai toujours rêvé de devenir un plasticien célèbre. Mon premier contact avec les couleurs a eu lieu dans le petit atelier de mon père où il pratique la céramique d'art. C'est avec lui que j'ai commencé à toucher les couleurs, les marier et les mélanger. Avec le temps, j'ai découvert des artistes de renommée internationale, les toiles les plus célèbres et surtout les artistes peintres algériens qui ont pu laisser leur empreinte dans le monde artistique. C'est à partir

de là que j'ai commencé à me documenter et apprendre les techniques pour réaliser des toiles comme les professionnels.

Qui vous a encouragé dans cette voie ?

Il y a bien sûr mon entourage familial et amical qui m'a toujours poussé à travailler plus et mieux. Leurs mots d'encouragement augmentaient ma responsabilité et rendaient ma mission plus difficile. Ne voulant jamais les décevoir, j'ai travaillé de bon cœur pour devenir aujourd'hui un artiste peintre. Certes, j'aime l'art, mais la passion et le talent ne sont pas suffisants. Il faut toujours aller plus loin avec des recherches plus approfondies. J'ai même visité des expositions d'artistes professionnels, j'écoutais leur conseil et prenais au sérieux leurs remarques pour m'épanouir.

Parlez-nous de vos sources d'inspiration.

Je suis un artiste de Biskra et ma première source d'inspiration est la nature de la région, ses couleurs et son air. J'aime tout ce qui a un rapport avec la nature et la vie. J'aime aussi tout ce qui touche le patrimoine et la vie de nos ancêtres. D'ailleurs, à travers mes œuvres, je veux donner plus de vie à notre patrimoine, le protéger de l'oubli et le faire connaître aux futures générations.

Avez-vous rencontré des blocages au début de votre carrière ?

Je me considère encore au début de carrière car j'apprends toujours des choses nouvelles. Ce sont ces petites choses que j'apprends au quotidien avec les artistes, à travers mes lec-



tures et sur le net qui feront de moi un jour un grand artiste. Il y a sûrement des obstacles pour un nouvel artiste, mais j'essaie de les dépasser. D'abord, on a un manque flagrant d'espace pour la promotion et la commercialisation de nos œuvres. Je souhaite exposer dans les quatre coins du pays pour pouvoir vendre mes toiles et faire connaître mon travail. Pour le moment, les moyens ne sont pas disponibles surtout avec la pandémie de Covid-19 qui a conduit à la fermeture des galeries d'art. Il y a aussi la cherté des tarifs des galeries d'art qui démotive

beaucoup d'artistes au début de leur carrière.

Comment avez-vous vécu le confinement imposé à cause de la pandémie de Covid-19 ?

C'était une période longue que j'ai consacré à la peinture, à la création artistique et à la documentation. Je partageais aussi mes œuvres sur Facebook. Je peux dire que durant la période de confinement j'ai pu nouer plus de contacts sur les réseaux sociaux et recevoir un grand nombre de conseils et des messages d'encouragement. Internet a beaucoup facilité notre travail

et mes œuvres étaient visibles dans les quatre coins du monde grâce aux réseaux sociaux.

Un dernier mot...

Je dis aux autorités publiques que la créativité est là, les artistes sont là, il faut juste nous ouvrir les espaces, surtout dans le Sud algérien, pour exposer nos œuvres. Il y a aussi les investisseurs algériens qui doivent prendre conscience de la valeur de l'art et de la culture et investir un peu dans ce secteur à travers des sponsorings et participer à l'organisation de plus d'activités.

A. S.

Avec l'arrivée de Netflix Fin de règne pour les stars de Hollywood

AUX ETATS-UNIS, une nouvelle économie a supplanté les actrices et acteurs «bankable». Celle des franchises, issues des vieux comics ou de la saga «Star Wars», gages de succès pour des films déclinables à l'infini. Celle surtout de Netflix et consorts pour lesquels la vedette, c'est la plateforme elle-même. La question était simple : qui est aujourd'hui la plus grande star d'Hollywood ? La réponse aurait dû être unanime : une première marche du podium, il n'y en a qu'une. Pourtant, personne n'est d'accord. De la dizaine de fins connaisseurs de l'industrie américaine du cinéma auxquels la question était posée sont venus des noms bien différents. Graydon Carter, à la tête du mensuel Vanity Fair pendant vingt-cinq ans, jette son dévolu sur George Clooney.

Un choix partagé par le cinéaste français Olivier Assayas, qui hésite néanmoins avec Brad Pitt. Le très respecté critique Richard Brody, du New Yorker, cite, lui, Tom Cruise et Tom Hanks. Madeline Berg, journaliste pour le magazine Forbes, qui publie chaque année le classement des acteurs les mieux payés au monde, choisit celui qui s'affiche tout en haut de sa liste, Dwayne «The Rock» Johnson, ancien catcheur devenu comédien, qui joue dans des films d'action comme dans des comédies, au compte Instagram hilarant. D'autres ont évoqué Julia Roberts et Meryl Streep. Curieusement, le nom de Leonardo DiCaprio n'a jamais surgi. Personne n'a beau s'accorder sur le nom de la plus grande star d'Hollywood.

R. I.

Prix du Président de la République de littérature et de langue amazighes Plus de cent travaux retenus

Pas moins de 106 travaux littéraires ayant rempli les conditions exigées par le règlement intérieur sont en lice pour le prix du Président de la République de littérature et de langue amazighes dans sa première édition, a annoncé, mardi à Aïn Témouchent, le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée à l'issue de sa visite à Aïn Témouchent, Si El Hachemi Assad a souligné que le concours du prix du Président de la République de littérature et de langue amazighes représente l'événement particulier du HCA cette année, précisant que jusqu'au 26 décembre en cours, fin du délai de réception des travaux participants, 220 formulaires ont été enregistrés au niveau de la plateforme numérique, dont 106 travaux remplissant les conditions du règlement intérieur du concours ont été acceptés.

Le même responsable a indiqué que le

prix du Président de la République de littérature et de langue amazighes est «un grand acquis dans le domaine de la promotion de la langue et de la culture amazighes, partant de la grande valeur de ce prix pour encourager la créativité dans la langue amazighe».

Évalué par un jury composé de compétences dans toutes les variations linguistiques de la langue amazighe utilisée au niveau national et présidé par le professeur Youcef Nessib, le concours a retenu 61 contributions littéraires exprimées ou traduites en tamazight, 24 autres de linguistique, 14 travaux de recherche dans le patrimoine culturel amazigh immatériel et sept travaux de recherche scientifique, technologique et numérique, a détaillé le même responsable. Partant du nombre de participants, M. Assad a qualifié le concours du prix du Président de la République de la littérature et de la langue amazighes de «très acceptable», ce qui traduit, a-t-il dit, sa réussite dans sa première édition, dont les résultats

seront annoncés lors de la célébration de la nouvelle année amazighe, le 12 janvier prochain. Le jury choisira les meilleures œuvres pour ce rendez-vous, selon le secrétaire général du HCA, qui a souligné que ce prix dotera le premier lauréat d'une récompense financière de 1 million DA, le second (550 000 DA) et le troisième vainqueur du concours (250 000 DA), faisant savoir qu'une enveloppe budgétaire de 7 millions DA a été dégagée pour encourager la production créative en langue amazighe.

Le secrétaire général du HCA a fait part, à l'occasion, du choix de la wilaya de Batna pour accueillir les cérémonies officielles de la fête de fin d'année amazighe, soulignant qu'un riche programme a été élaboré à l'occasion, parmi ces activités le recueillement devant la tombe du chahid Mustapha Ben Boulaïd au village de Menâa et une journée d'étude au niveau de l'Institut de langue et de culture amazighes de Batna.

M. K.



Israël

Arrivée de l'espion Pollard après 30 ans de détention aux États-Unis

■ Emprisonné pendant trente ans aux États-Unis pour espionnage pour le compte de l'État hébreu, l'Américain Jonathan Pollard est arrivé en pleine nuit hier en Israël, où il a été accueilli par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Par Mourad M.

«Vous êtes chez vous», a affirmé M. Netanyahu à l'ancien espion et à son épouse Esther, en leur remettant leurs cartes d'identité israéliennes.

M. Pollard, un ancien analyste de la marine américaine aujourd'hui âgé de 66 ans, a purgé trente ans de prison pour avoir livré des documents des États-Unis classés secret-défense.

Il a été libéré en novembre 2015 avec l'obligation de porter un bracelet électronique et de respecter un couvre-feu et, sur-

tout, l'interdiction de quitter le territoire américain pendant cinq ans malgré les pressions israéliennes pour qu'il puisse partir. Le ministère américain de la Justice a finalement levé en novembre les conditions imposées.

Une vidéo diffusée hier matin par le bureau du Premier ministre israélien montre M. Pollard et son épouse descendant la passerelle d'un avion en direction de M. Netanyahu, qui leur a remis la main en guise de salut.

M. Pollard retire son masque de protection anticoronavirus puis s'agenouille pour embrasser le sol, sa femme faisant de même. Les deux hommes

échantent ensuite quelques mots, après quoi M. Netanyahu lui remet une carte d'identité israélienne.

Celui qui est considéré comme un héros en Israël explique que sa femme et lui sont «ravis d'être enfin à la maison après 35 ans et nous remercions la population et le Premier ministre d'Israël de nous avoir ramenés chez nous».

«Nous espérons devenir des citoyens productifs aussi rapidement que possible et de poursuivre nos vies ici», a ajouté celui qui a reçu la citoyenneté israélienne en 1995.

Israël a débuté dimanche son troisième confinement à cause de la pandémie de coronavirus, qui impose notamment aux arrivants dans le pays une quarantaine d'au moins dix jours.

D'après Nitsana Darshan-Leitner, une avocate israélienne ayant représenté M. Pollard, son épouse et lui sont actuellement en quarantaine et vivront ensuite à Jérusalem, a-t-elle indiqué sur la radio de l'armée.

Ils ont voyagé à bord d'un avion privé du milliardaire américain Sheldon Adelson ayant atterri un peu avant 03h00 du matin (01h00 GMT) à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, selon le journaliste israélien Itay Blumental, spécialisé dans le transport aérien.

Leur arrivée est vécue comme un événement marquant en Israël, où le Président Reuven



Rivlin leur a souhaité la bienvenue sur Twitter et où l'autorité aéroportuaire a diffusé l'enregistrement de leur avion.

M. Netanyahu avait salué le 21 novembre «la levée des restrictions concernant Jonathan Pollard» et souhaité qu'il arrive «en Israël bientôt». Selon le communiqué israélien, il s'était «engagé à obtenir la libération (de M. Pollard) depuis plusieurs années» et avait travaillé «sans relâche» pour le ramener en Israël. Au milieu des années 1980, M. Pollard, juif américain, avait pris contact avec un colonel israélien à New York et avait commencé à partager des secrets des États-Unis avec l'État hébreu, en échange de dizaines de milliers de dollars. Au total, il avait communiqué des milliers de documents américains.

Il a été arrêté en 1985 et condamné deux ans plus tard à

la prison à vie, après avoir plaidé coupable.

Son dossier a longtemps constitué une épine dans les relations entre Washington et Israël. De hauts responsables du ministère américain de la Défense ou de l'agence de renseignement CIA n'ont jamais pardonné à l'espion la masse d'informations classées secret-défense livrées contre de l'argent, et en pleine guerre froide, à l'allié stratégique israélien des États-Unis.

Selon des documents de la CIA déclassifiés en 2012, M. Pollard aurait aidé Israël à bombardier en 1985 le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) alors exilée en Tunisie – une attaque qui a fait une soixantaine de morts – et à assassiner le numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, à Tunis en 1988.

M. M.



Commentaire

Signatures

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'Europe a été sonnée au moment de l'annonce des résultats du référendum britannique sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne avec la victoire du «Oui», cela fait pourtant des décennies que les plus fervents défenseurs d'un Brexit, particuliers ou partis politiques, militent pour faire de leur rêve une réalité. Le plus célèbre des mouvements anti-européiste étant l'UKIP, fondé dès 1993 et qui a milité inlassablement pour une sortie de leur pays des instances européennes. Aujourd'hui, après des années d'âpres négociations avec les représentants européens, tout est prêt pour les dernières signatures scellant le départ définitif des Britanniques. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et son homologue du Conseil, Charles Michel, ont ainsi signé hier l'accord commercial post-Brexit conclu avec Londres pour encadrer la rupture historique qui doit entrer en vigueur ce soir à 23h00 GMT. Devant des drapeaux européens, les deux dirigeants, souriants, ont signé ces textes devant les caméras et les photographes. Les documents doivent ensuite être acheminés par un avion de la Royal Air Force à Londres pour être également paraphés par le Premier ministre, Boris Johnson. «L'accord que nous avons signé aujourd'hui est le résultat de mois d'intenses négociations dans lesquelles l'Union européenne a montré une unité sans précédent», a commenté Charles Michel dans un communiqué. «C'est un accord juste et équilibré qui protège totalement les intérêts fondamentaux de l'Union européenne», a-t-il dit. Le texte de 1 246 pages, conclu la veille de Noël pour éviter le chaos d'un «no deal», doit également être signé dans la journée par Boris Johnson et débattu par les parlementaires britanniques. Les députés ont dû interrompre leurs vacances pour siéger à partir de 09h30 GMT. Le texte ne devrait être débattu que quelques heures avant un vote en début d'après-midi. Ce sera ensuite au tour des Lords, à la chambre haute, de se prononcer. Son adoption ne fait guère de doute vu la majorité dont dispose le gouvernement du dirigeant conservateur à la Chambre des Communes. Après le feu vert des 27 en début de semaine, elle permettra aux deux parties de le ratifier in extremis pour une entrée en vigueur ce soir à 23h00, à Londres et GMT (minuit à Bruxelles). Après 47 ans d'intégration européenne et quatre ans et demi de déchirements suivant le référendum du Brexit, le Royaume-Uni, sorti formellement de l'UE le 31 janvier dernier, cessera alors d'appliquer les règles européennes. Il quittera le marché unique européen, l'union douanière et le programme d'échanges d'étudiants Erasmus. Le projet de loi présenté aux députés «montre que le Royaume-Uni peut être à la fois européen et souverain», a déclaré Boris Johnson dans un communiqué. «Nous allons ouvrir un nouveau chapitre de notre récit national, concluant des accords commerciaux partout dans le monde (...) et réaffirmant le Royaume-Uni comme une force pour le bien, libérale et tournée vers l'extérieur», a-t-il ajouté. A-t-il promis que le pays deviendrait «le meilleur ami et allié possibles de l'UE», après en avoir été un «membre peu convaincu, parfois obstructif». Reste à voir si les Britanniques réussiront seuls aussi bien qu'ils le pensent et si c'est bien le cas, quel impact cela aura sur les autres pays pouvant être tentés par une sortie de l'UE et qui jusqu'à aujourd'hui sont paralysés par les menaces d'échecs de Bruxelles et pourraient voir en la Grande-Bretagne un exemple à suivre.

F. M.

Corée du Nord

Un congrès du parti au pouvoir prévu en janvier, le premier en cinq ans

Le dirigeant nord-coréen, Kim Jong Un, a présidé une réunion du bureau politique du parti au pouvoir pour préparer son congrès début janvier, un événement relativement rare puisqu'il sera le premier en cinq ans, rapportaient hier les médias officiels.

Ce congrès du Parti des travailleurs de Corée, qui devrait permettre d'élaborer un nouveau plan politique et économique pour le pays, ne sera que le huitième de son histoire.

Il interviendra peu avant l'investiture du nouveau président américain Joe Biden le 20 janvier, et au moment où les négociations entre Pyongyang et Washington sur le dossier nucléaire sont dans l'impasse.

Le régime nord-coréen est sous pression financière en raison de l'impact de la pandémie, des sanctions internationales et des inondations de cet été.

Il a été décidé lors de la réunion du bureau politique, mardi, que le congrès aurait lieu

en janvier, a annoncé l'agence officielle KCNA, sans toutefois donner de date précise.

L'agence ajoute que la réunion a été l'occasion de «discussions et d'études en profondeur d'une série de sujets importants» qui seront examinés au congrès.

La Corée du Nord est confrontée depuis longtemps à de graves problèmes de mauvaise gestion économique, et un précédent plan a été discrètement abandonné il y a quelques mois. Une réunion du parti, en août, en avait conclu que les «objectifs d'amélioration de l'économie nationale souffraient de graves retards».

En octobre, M. Kim a ordonné le lancement d'une campagne de 80 jours pour doper l'économie avant le congrès de janvier. Cela impliquait notamment des heures supplémentaires et de nouvelles tâches pour les travailleurs.

Une campagne semblable avait été lancée avant le septi-

me congrès, qui s'était tenu en 2016. Un nouveau plan quinquennal avait alors été annoncé, débutant par une campagne de mobilisation des masses de 200 jours. Les difficultés économiques du pays ont été aggravées par les sanctions imposées par la communauté internationale pour pousser Pyongyang à renoncer à ses programmes nucléaires et balistiques interdits, qui ont fait des progrès impressionnants depuis le début du règne de Kim Jong Un.

Les relations entre Washington et Pyongyang ont connu une remarquable détente en 2018, mais les discussions sur la dénucléarisation sont au point mort depuis le deuxième sommet entre M. Kim et le Président américain Donald Trump, en février 2019 à Hanoi.

M. Biden a qualifié pendant sa campagne Kim Jong Un de «voyou», tandis que Pyongyang a traité le démocrate de «chien enragé» qu'il conviendrait de «battre à mort».



JSM Tiaret

Le président renonce à sa démission

LE PRÉSIDENT de la JSM Tiaret, Sofiane Boumediene, a renoncé à sa démission qu'il avait annoncée il y a quelques semaines, après avoir reçu des garanties des autorités locales pour aider le club à régler ses problèmes financiers, a-t-on appris mardi auprès de la direction de cette formation de l'Ouest. Une réunion a été tenue la veille et a regroupé les membres du bureau exécutif au terme de laquelle il a été décidé de la reprise du service par le président Sofiane Boumediene et ses assistants, surtout après l'accord trouvé avec des créanciers pour rééchelonner leurs dettes, a précisé la même source.

En revenant à de meilleurs sentiments, le patron d'Ezzerga permet ainsi à son équipe de lancer ses préparatifs d'intersaison, puisque la reprise des entraînements a été programmée pour le début de la semaine prochaine, assure-t-on encore. Huitième du groupe Ouest de la division nationale amateur à l'issue de l'exercice passé interrompu à la 24^e journée pour lutter contre le coronavirus, la JSMT a accédé en Ligue deux, profitant du changement du système pyramidal de la compétition. Les 36 clubs qui activeront en Ligue 2 lors du nouvel exercice ont été répartis sur trois groupes de 12 formations chacun (Centre-Ouest-Est).

NA Hussein-Dey

Merzekane : «Leknaoui a toute notre confiance»

LE DIRECTEUR sportif du NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football), Chaâbane Merzekane, a indiqué mardi que l'entraîneur de l'équipe, Nadir Leknaoui, jouissait de la «confiance totale» de la direction, alors que le Nasria n'a toujours pas gagné depuis le début de l'exercice. «Leknaoui est toujours en place et jouit de la confiance totale de la direction. Changer pour changer n'aura certainement aucune utilité. Nous avons un bon groupe, mais des circonstances atténuantes n'ont pas permis au club de réaliser de bons résultats. Nous sommes certes déçus, mais je suis confiant que ça va finir par s'arranger. Leknaoui et son staff sont là pour trouver des solutions», a déclaré Merzekane à l'APS. Le NAHD a complètement raté son entame de saison, en engrangeant trois petits points seulement sur quinze possibles. Les coéquipiers de Faouzi Yaya restent sur deux défaites de rang dans deux derbies algérois : face au CR Belouizdad (2-1) et à l'USM Alger (3-0). «L'équipe aurait pu mieux faire, mais nous avons été toujours confrontés à des situations imprévues liées à des cas positifs au Covid-19.

L'entraîneur ne s'est jamais retrouvé en possession de l'ensemble de son effectif, chose qui a rendu sa mission de composer une équipe compétitive et conquérante très difficile. Nous sommes l'un des clubs qui a été le plus touché par la pandémie, mais nous devons faire face et s'adapter», a-t-il ajouté. Pour pouvoir «protéger» les joueurs contre le risque de contamination, Merzekane a affirmé que «l'équipe entre à partir de ce mardi en stage bloqué, afin d'éviter aux joueurs d'être en contact direct avec d'autres personnes et éviter ainsi des contaminations au sein du groupe». Le Nasria, désormais dos au mur, est appelé à relever la tête demain, à l'occasion de la réception du leader l'ES Sétif (14h30), en mise à jour de la 5^e journée du championnat. «Je préfère affronter une équipe de l'Entente qui a tendance à ouvrir le jeu, qu'une équipe qui vient juste pour défendre. Nous avons déjà battu l'ESS la saison dernière, nous avons les moyens de faire de même vendredi. Je m'attends à une bonne réaction des joueurs pour décrocher le premier succès de la saison», a-t-il conclu.

Catégorie U15

31 joueurs présents au plateau zonal sud-ouest à Béchar

UN PLATEAU zonal sud-ouest d'évaluation des jeunes joueurs de moins de 15 (U15) s'est déroulé au stade du 20-Août de Béchar, en présence de 31 joueurs, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) sur site officiel. Ce travail de prospection s'inscrit dans le cadre de la constitution d'un noyau de joueurs issus de la région sud-ouest en vue de former la sélection nationale U15, précise la même source. Chapeauté par le responsable du développement et de l'élite et DTN-adjoint, Abdelkrim Benaouda, l'événement a rassemblé près de 31 joueurs qui ont fait l'objet d'un examen attentif du sélectionneur national, Arezki Remane et de ses deux adjoints, Mourad Ait Tahar et Abdelkrim Saber Chérif ainsi que de deux assistants de la Direction technique nationale

(DTN), Badredine Dahmane, Smaïl Hanni respectivement directeurs techniques régionaux (DTR) d'Alger et de Blida. Les 31 joueurs présélectionnés ont disputé deux matches qui ont permis au staff technique national des U15 de retenir 8 éléments pour le plateau national qui se déroulera prochainement.

Pour rappel, Béchar a été la dernière station des prospecteurs pour recruter des joueurs pour l'EN U17 et l'Académie FAF de Sidi-Bel-Abbès, et ce, après le passage en revue de huit sélections régionales et 274 joueurs présélectionnés. Le lancement de la sélection nationale U15 et de l'Académie de la même catégorie représentent l'étape finale pour le Département de développement de l'élite de la DTN que dirige Abdelkrim Benaouda, conclut l'instance fédérale.

Mise à jour du championnat de Ligue I :

L'ESS pour s'envoler, le MCA et le CRB pour s'accrocher

■ Quatre matchs en retard sont programmés ce week-end et concernent les formations en lice en compétitions africaines et qui ne pouvaient donc pas jouer au moment où certaines journées de la Ligue I étaient programmées.



Les Sétifiens visent une victoire à Alger face au NAHD

Par Mahfoud M.

ainsi, l'ES Sétif qui a repris sa place de leader lors de la précédente journée, totalisant 13 pts, après avoir battu le PAC, tentera de s'envoler et de prendre trois autres points lors du match qui l'opposera pourtant hors de ses bases au Nasr d'Hussein-Dey (18h30 pts) qui se trouve en très mauvaise posture et enchaîne les mauvaises performances.

L'Aigle Noir est réputé être très coriace en déplacement, puisqu'il a remporté six points face respectivement à l'USM Alger et l'USM Bel-Abbès. Les poulains du Tounisien El Kouki tenteront donc la passe de trois à l'extérieur et remporter ce match face au Nasria.

Cependant, les Sang et Or qui ont été battus lors de la précédente journée par leur voisin l'USMA, ambitionnent de se refaire une santé et se donneront donc à fond pour tenter de prendre les trois points qui leur

permettront de soigner leur classement.

Le MC Alger (47/10 pts) qui carbure également fort, que ce soit en championnat ou en compétition africaine, sera au rendez-vous, demain, avec une confrontation au sommet face au CS Constantine (11/6 pts) qui se recherche encore en championnat.

Les Vert et Rouge aspirent à battre les Constantinois pour rester dans le giron du leader et pourquoi pas le rejoindre au cas où il venait à être battu. La troupe à Neghiz sait ce qui l'attend et reste consciente que la mission ne sera pas facile face à une formation qui veut aussi enregistrer un retour en force. Le CR Belouizdad (8/7 pts), auteur d'un succès net et sans bavure de (6/0) en compétition africaine face aux Kenyans de Gor Mahia, aura l'occasion de se relancer dans la course au championnat en recevant la JSM Skikda (17/4 pts).

Les poulains de Dumas sont décidés à ne pas laisser passer

cette chance de renforcer leur capital point et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prendre l'avantage sur les gars de Aïn M'Ilila.

Enfin, la JS Kabylie (12/6 pts) sera opposée à la coriace équipe de l'AS Aïn M'Ilila (3/11 pts), auteur d'un début honorable.

Les Canaris qui retrouvent des couleurs souhaitent continuer leur redressement en alignant un autre succès à domicile.

M. M.

Le programme :

Jeudi 31 décembre :

JSK-ASAM (15h)

CRB-JSMS (15h)

Vendredi 1^{er} janvier 2021 :

NAHD-ESS (15h)

MCA-CSS (15h)

CSA du MCA

Tourki Messaoudi réélu

TOURKI MESSAOUDI a été réélu mardi à la tête du Club sportif amateur (CSA) du MC Alger, lors des élections tenues au siège du club à Chéraga (Alger), a appris l'APS auprès de la formation algéroise. Messaoudi, qui brigait un deuxième mandat, a obtenu 38 voix contre 26 pour son unique concurrent Djamel-Eddine Rachedi, alors que 6 bulletins ont été déclarés nuls. Prévues initialement dimanche dernier, les élections du CSA/MCA ont été reportées de 48 heures, faute de quorum atteint.

Handball/Tournoi du Qatar

Défaite étriquée des Tunisiens face à l'Argentine

LA SÉLECTION tunisienne seniors (messieurs) de handball a été battue par son homologue argentine (27-28), mardi, pour le compte de la troisième et dernière journée du tournoi international du Qatar. Lors de ses deux précédents matches, le sept tunisien s'était incliné devant le pays hôte (30-33) et fait match nul

avec l'Espagne (30-30). Le tournoi du Qatar, rappelle-t-on, s'inscrit dans le cadre de la préparation des pays participants au mondial d'Egypte prévu du 13 au 31 janvier 2021. Au premier tour du Mondial 2021, la Tunisie évoluera dans le groupe B avec la Pologne (15 janvier), le Brésil (17 janvier) et l'Espagne (19 janvier).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mostaganem

Un jeune sauvé après être tombé dans un puits depuis 27 heures

LES SERVICES de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem ont réussi à sauver un jeune tombé depuis 27 heures, suite à une chute, dans un puits abandonné, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de ce corps constitué. Un communiqué de la Protection civile précise que ses unités sont intervenues pour le sauvetage d'un jeune âgé de 20 ans, qui a fait une chute à l'intérieur du puits d'irrigation agricole, non exploité, au village de «Nekakâa», dans la commune

de Mansoura, au sud de Mostaganem, ajoutant que la victime, qui souffrait de blessures à la jambe suite à l'accident survenu 27 heures auparavant, a été sorti du puits mardi soir.

Le jeune homme est tombé dans le puits de 23 mètres de profondeur, lundi vers 13 heures. Après avoir reçu un appel sur l'incident, la direction de wilaya de la Protection civile a dépêché ses unités pour entamer l'opération de sauvetage.

O. N.

Commerce

L'UNB dément les rumeurs de grève des boulangers

L'UNION nationale des boulangers (UNB) relevant de l'Union générale des commerçants et artisans algériens a démenti, hier dans un communiqué, les rumeurs relayées sur les réseaux sociaux sur une grève des boulangers, appelant ces derniers à ne pas céder aux rumeurs «colportées sans fondement».

Le président de l'UNB, Youcef Guelfat, a appelé tous les boulangers à travers le territoire national «à ne pas céder à ces rumeurs tendancieuses et mal-

veillantes, dont les auteurs cherchent à attenter à la sécurité et à la stabilité du pays, et l'économie nationale, et à manipuler les citoyens», souligne le communiqué.

«Ces rumeurs visent également à nuire à l'UNB, à ses structures et à ses cadres, à travers la dispersion de ses adhérents à des fins politiques et des visées basses, dont les responsables sont connus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays», poursuit la même source.

Y. N.

Commune Sefiane (Batna)

Un citoyen tente de brûler le maire

UN CITOYEN de la commune de Sefiane, wilaya de Batna, a tenté, hier, de brûler le président de l'APC qui l'a reçu dans son bureau.

Le maire, qui se trouve dans un état critique, a été transporté en urgence à l'hôpital de N'gaous avant d'être transféré au CHU de Batna. L'affichage de

la liste de l'habitat rural, ayant suscité beaucoup de mécontentements, est à l'origine de cet incident.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour mettre toute la lumière sur les tenants et les aboutissants de cet acte.

M. S.

Béjaïa

Colère des directeurs des établissements du cycle moyen

LES DIRECTEURS de l'enseignement moyen (CEM) de la wilaya de Béjaïa sont en colère. En sus de la grève qu'ils ont décrétée ces derniers jours, ils ont observé hier un rassemblement de protestation devant le siège de la Direction de l'éducation de wilaya en vue de réclamer la satisfaction de leurs revendications. La décision d'observer une grève et un sit-in devant la DE a été prise par l'association des directeurs d'enseignement du cycle moyen (Adem-WB), à l'issue d'une assemblée générale tenue le 22 au lycée El-Hammadia. Ceci suite, expliquent-ils, à «l'impatte qu'a connue la séance de négociation finale tenue le 20 décembre dernier

avec la Direction de l'éducation». L'Adem reproche à la Direction de l'éducation le «non-respect des engagements pris en séance d'ouverture du cycle de réunions, enclenché au lendemain du rassemblement de la dignité observé le mardi 8 décembre passé devant le siège de la DE». Dans son communiqué du 22 décembre en cours, l'association des directeurs d'enseignement moyen de la wilaya de Béjaïa est revenue sur les raisons ayant conduit les directeurs des établissements du cycle moyen à choisir la voie de «la grève illimitée et des sit-in devant le siège de la tutelle locale jusqu'à la satisfaction de leurs revendications remises à la tutelle locale»,

dont le non-respect des engagements pris. Elle dénonce «la démarche de la Direction de l'éducation qui a opéré un mouvement parallèle des directeurs du cycle moyen (DEM), au mépris de la réglementation et des prérogatives de la commission paritaire, le non-respect de la réglementation en vigueur dans la gestion des conflits, la politique de clientélisme et du favoritisme dans la gestion des affaires de la DE, l'approche approximative dans la lecture des circulaires relatives à l'organisation de la scolarité, la campagne orchestrée à l'encontre de l'Adem qui est pourtant représentative du corps».

Hocine Cherfa

Passage à la nouvelle année 2021



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Vaccin anti-coronavirus

L'Algérie va acquérir un premier quota de 500 000 doses

■ Un premier quota de 500 000 doses de vaccin anti-coronavirus sera acquis prochainement par l'Algérie. C'est du moins ce qu'a laissé entendre, hier, le directeur général du budget, Abdelaziz Fayed, dans une déclaration à une chaîne de télévision privée.

Par Aomar Fekrache

Une première tranche de 1,5 milliard de DA a été allouée à cet effet, ajoutant que le budget total consacré à l'acquisition du vaccin «est ouvert» et qu'il pourrait atteindre «les 20 milliards de DA». L'orateur a indiqué, par ailleurs, que 170 milliards de dinars ont été jusque-là dépensés pour lutter contre l'épidémie de coronavirus. Bien que l'argent n'a jamais posé problème, l'Algérie n'a toujours pas annoncé le choix du vaccin à importer. Selon des sources médiatiques, l'autorité concernée aurait opté pour le vaccin russe, Sputnik V. Un deuxième quota de vaccin

appartenant à un autre producteur sera aussi acquis. Quant au choix du vaccin russe, développé par le Centre de recherche Gamalaye d'épidémiologie et de microbiologie, en partenariat avec le Fonds souverain russe d'investissement, il a été justifié par le fait qu'il soit le mieux adapté aux normes sanitaires du pays. Il a notamment l'avantage de ne pas être conservé à une température de -70° Celsius, comme c'est le cas d'autres vaccins. Bien que le nom du vaccin n'est toujours pas rendu public, l'on peut toutefois assurer que la campagne de vaccination ne tardera pas à commencer.

Il y a quelques jours, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions au Premier ministre, Abdelaziz Djerdad, à l'effet de présider «sans délais» une réunion avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de

coronavirus pour choisir le vaccin adéquat anti Covid-19 et de lancer la campagne de vaccination à partir de janvier prochain. Le lendemain, le Comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie «a arrêté une short liste des laboratoires développeurs de vaccins et les contrats sont en cours de finalisation pour les premières livraisons», avait indiqué un communiqué du Premier ministre. Une fois le vaccin acquis, l'organisation de l'opération de vaccination ne devrait pas poser problème, selon les spécialistes. Mohamed Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique contre le Covid-19, a déclaré que «le système national vaccinal existe déjà et est prêt pour la campagne, sous réserve toutefois que le vaccin potentiel soit adapté à ce dispositif qui a fait ses preuves avec d'autres vaccins».

A. F.

Tizi Ouzou

Le taux de remplissage du barrage de Taksebt remonte à plus de 30 %

LE TAUX de remplissage du barrage de Taksebt (à une dizaine de kilomètres au sud de Tizi Ouzou) a connu une importante progression à la faveur des récentes précipitations, après avoir connu une baisse record sous la barre des 20 %. En effet, l'Agence nationale des barrages et des transferts a fait état, jusqu'au milieu de la semaine courante, d'un apport de pas moins

de 28 millions de mètres cubes, portant ainsi son taux de remplissage à 30 %. Cette importante infrastructure hydraulique, de par sa capacité dépassant les 180 millions mètres cubes et la forte population qu'elle alimente à Tizi Ouzou mais aussi dans les wilayas de Boumerdes et Alger, emmagasine actuellement 50 millions de mètres cubes, selon la même source.

Hamid M.